

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1022^e
SÉANCE

Mercredi 28 septembre 1966,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Déclaration du Président	3
Election du Vice-Président	3
Election du Rapporteur	3
Organisation des travaux de la Commission	3

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

Déclaration du Président

1. Le PRÉSIDENT remercie la Commission du grand honneur qu'elle lui a fait, à lui et à son pays, en lui confiant la présidence et souhaite la bienvenue au représentant de la Guyane, qui participe pour la première fois aux travaux de la Commission, et au représentant de l'Indonésie, qui a repris sa place au sein de l'Organisation des Nations Unies.

Election du Vice-Président

2. M. MURGESCU (Roumanie) propose la candidature de M. Anatoli A. Bolko (République socialiste soviétique d'Ukraine).

3. M. KADRY (Irak), M. PIÑERA (Chili), M. MWA-LUKO (République-Unie de Tanzanie) et M. VARELA (Panama) appuient cette proposition.

M. Bolko (République socialiste soviétique d'Ukraine) est élu vice-président par acclamation.

Election du Rapporteur

4. M. RAMAHOLIMIHASO (Madagascar) propose la candidature de M. Georg Reisch (Autriche).

5. M. KADLEC (Tchécoslovaquie) et M. LUBBERS (Pays-Bas) appuient cette proposition.

M. Reisch (Autriche) est élu rapporteur par acclamation.

Organisation des travaux de la Commission (A/C.2/229, A/C.2/L.861)

6. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres de la Commission sur la lettre du Président de l'Assemblée (A/C.2/229) dans laquelle sont énumérées les questions renvoyées par l'Assemblée à la Deuxième Commission. Il les invite à présenter leurs observations sur les propositions en matière d'organisation des travaux formulées dans la note (A/C.2/L.861) qu'il a rédigée après avoir procédé à des consultations préliminaires avec des délégations et avec le Secrétariat.

7. M. SAHLOUL (Soudan) voudrait savoir quels critères le Président a appliqués dans ses consul-

tations préliminaires. Il espère que celles-ci n'ont pas été menées au hasard et que les erreurs commises à la vingtième session de l'Assemblée générale ne se répéteront pas cette année. Il demande si le Président a pris contact avec des délégations africaines.

8. Le PRÉSIDENT précise qu'il n'a suivi aucun plan préconçu dans ses consultations et qu'aucun critère particulier n'y a présidé. Il en souligne le caractère préliminaire et rappelle que la Commission peut modifier à son gré les propositions qu'il a faites en matière d'organisation des travaux. Plusieurs délégations africaines ont été consultées. Par ailleurs, pendant les deux semaines consacrées aux déclarations générales, les membres de la Commission auront encore toute latitude pour procéder aux modifications voulues.

9. M. PIÑERA (Chili) suggère, sans toutefois se dissimuler les difficultés d'une telle entreprise en raison des circonstances toujours changeantes, d'établir au moins un calendrier provisoire des travaux pour la durée de la session. Un tel calendrier permettrait de préciser le temps dont la Commission disposerait pour discuter de chacune des nombreuses questions inscrites à son ordre du jour. Sans établir un ordre de priorité rigide, on pourrait décider, à titre préliminaire, d'examiner d'abord la question du développement industriel (point 41), puis les questions relatives à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (point 37), et à sa deuxième session, les questions touchant les ressources naturelles (points 45 et 94), la Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (point 47), l'assistance alimentaire multilatérale (point 50), etc. Bien entendu, le rapport du Conseil économique et social (point 12) devra occuper une place élevée dans l'ordre de priorité.

10. M. BRADLEY (Argentine) estime que la note du Président facilite les échanges d'idées sur l'organisation des travaux et tient compte de l'expérience antérieure. Mais comme le Conseil économique et social, au cours de la reprise de sa quarante et unième session, doit encore examiner le rapport sur la session spéciale du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et le rapport du Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies, il semble difficile d'établir un plan de travail portant sur plus d'un mois. On peut cependant d'ores et déjà constater que les membres de la Commission s'accordent à donner la priorité aux questions relatives au développement industriel. M. Bradley appuiera donc le plan de travail préliminaire proposé par le Président.

11. M. PARDO (Malte) trouve le plan du Président acceptable d'une manière générale. On pourrait cependant terminer la discussion générale un peu avant le 19 octobre et reporter au 16 décembre la date de la clôture des travaux. Il est à noter, à cet égard, qu'à la vingtième session, la Deuxième Commission n'avait pu examiner toutes les questions inscrites à son ordre du jour.

12. M. Pardo estime qu'on a bien fait de ne pas établir un ordre de priorité des questions à discuter, cela pouvant être fait de manière plus appropriée à la fin de la discussion générale. Il appuie néanmoins l'idée d'examiner en premier lieu les questions relatives à l'action dans le domaine du développement industriel.

13. M. DIAKITE (Mali) craint que la Commission n'ait pas assez de temps pour examiner les 19 points inscrits à son ordre du jour et propose d'envisager la possibilité d'écourter la discussion générale.

14. Il se félicite de ce qu'au paragraphe 4 de sa note, le Président suggère à la Commission de n'aborder les différents points de son ordre du jour que lorsqu'elle sera saisie des projets de résolution établis dans toutes les langues; il espère qu'il en ira de même pour tous les documents et que le Secrétariat s'efforcera d'assurer la distribution le même jour des documents dans toutes les langues de travail.

15. Enfin, il appuie la proposition du représentant de Malte tendant à repousser la date de la clôture des travaux de la Commission.

16. M. DJOUDI (Algérie) s'associe aux remarques du représentant du Soudan touchant les consultations préliminaires du Président avec certaines délégations.

17. Il estime que la discussion générale est importante parce qu'elle permet de mettre l'accent sur certaines parties de l'ordre du jour et d'accélérer l'examen d'autres points; c'est pourquoi il pense que les deux semaines qui lui sont consacrées ne suffiront pas.

18. Il approuve la position du Président sur l'établissement des projets de résolution dans toutes les langues, mais ne voudrait pas qu'on en fasse une règle par trop rigide: on peut très bien aborder la discussion d'une question avant que tous les documents ne soient prêts dans toutes les langues, ce qui permet éventuellement d'orienter la rédaction des documents en fonction du déroulement de la discussion.

19. M. VAZQUEZ ALFARO (Mexique), tout en reconnaissant l'importance de la discussion générale, estime qu'elle devrait être plus brève, et les exposés des délégations sur leur position générale plus dynamiques. A cet effet, deux semaines sont plus que suffisantes.

20. Il souligne l'importance, tant pour les pays développés que pour les pays en voie de développement, des questions relatives au développement industriel et aux activités opérationnelles pour le développement. Dans ses travaux, la Commission devrait suivre un ordre logique, en allant des questions les plus simples aux plus compliquées, de celles sur lesquelles existe

déjà un accord général à celles qui sont controversées. Il souligne également la gravité, pour tous les pays, du problème de l'inflation et du développement économique et attend avec intérêt le rapport du Secrétaire général à ce sujet (point 42), ainsi que son rapport sur les résultats obtenus jusqu'à présent dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement (point 39), qui devraient faire l'objet d'une analyse franche. Les points 38 (Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies), 45 (Souveraineté permanente sur les ressources naturelles) et 46 (Accroissement démographique et développement économique) de l'ordre du jour sont également très importants.

21. Le représentant du Mexique espère que la Deuxième Commission donnera une impulsion plus dynamique à ses travaux et les orientera vers des objectifs concrets.

22. M. MWALUKO (République-Unie de Tanzanie) estime, au sujet des points 43 (Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social) et 52 (Examen général des programmes et activités entrepris en matière économique et sociale, en matière de coopération technique et dans les domaines connexes par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et toutes les autres institutions et agences se rattachant au système des Nations Unies), que la Commission devrait examiner certains aspects, qui relèvent de sa compétence, du deuxième rapport du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées (point 80).

23. M. KARMARKAR (Inde) est satisfait en général des suggestions du Président, mais voudrait voir la discussion générale se terminer avant le 19 octobre. La tâche essentielle de la Commission consiste à attirer l'attention du monde sur les problèmes économiques les plus importants et notamment sur ceux des pays en voie de développement.

24. A cet égard, il est tout à fait justifié de donner la priorité à l'action dans le domaine du développement industriel, mais il ne faut pas négliger des problèmes tels que celui qui fait l'objet du point 46: en effet, l'accroissement démographique risque de réduire à néant les progrès économiques qu'accomplissent les pays en voie de développement. La délégation indienne attache une grande importance à la discussion de ce problème, au sujet duquel elle avait déposé un projet de résolution lors de la vingtième session. Il est d'ailleurs normal que la Commission examine en priorité les questions dont la discussion n'avait pu être terminée à la session précédente.

25. Le représentant de l'Inde propose enfin que la question du développement progressif du droit commercial international (point 88) soit examinée par la Deuxième Commission, et non par la Sixième Commission.

26. M. FERNANDINI (Pérou) approuve la suggestion du Président tendant à ce que la Commission entame, immédiatement après la discussion générale, l'examen du point 4 relatif au développement industriel (A/C.2/

L.861, par. 5). Un calendrier définitif ne pouvant être établi avant la reprise de la quarante et unième session du Conseil économique et social, l'ordre d'examen des autres points pourrait être fixé par la suite, selon les circonstances.

27. La note du Président ne constituant en fait qu'une simple ébauche de l'organisation des travaux, M. Fernandini ne pense pas qu'elle nécessite un long débat. Il propose donc que la note du Président soit immédiatement approuvée, compte tenu de son caractère provisoire, et que la discussion générale commence dès la séance suivante.

28. M. TARDOS (Hongrie) pense qu'il sera difficile de terminer la discussion générale en deux semaines et suggère donc que la Commission se contente de fixer au 19 ou au 20 octobre le début de l'examen des points de l'ordre du jour, en laissant à la discussion générale la possibilité de se poursuivre ultérieurement. Les déclarations générales auront surtout un intérêt si elles portent sur les points les plus importants de l'ordre du jour, éliminant ainsi la nécessité d'un débat ultérieur sur ces points.

29. Par ailleurs, il serait utile que le Président fixe, pour chacun des points de l'ordre du jour, une date limite au dépôt des projets de résolution, qui devrait précéder de trois ou quatre jours le début de la discussion de chacun des points; ce délai permettrait des négociations officieuses qui hâteraient ensuite les débats.

30. M. GEORGE (France) rappelle que sa délégation a toujours été opposée à la multiplication des discussions générales venant s'ajouter à celle qui se poursuit en permanence aux séances plénières de l'Assemblée; il s'inclinera devant le désir de la Commission, mais tient à faire observer que, si celle-ci décide d'avoir une discussion générale, cette discussion risque d'être très longue.

31. En ce qui concerne la distribution des projets de résolution dans les langues de travail, il partage l'opinion du représentant du Mali, tout en reconnaissant, comme le représentant de l'Algérie, que la Commission ne peut en arriver à paralyser ses travaux: il est difficile aux délégations de présenter des amendements à un projet qui n'a pas été distribué dans leur langue, c'est pourquoi, il faudra que le Secrétariat fasse un effort particulier pour assurer la distribution rapide des projets dans toutes les langues.

32. Quant à la remarque du représentant de la Tanzanie au sujet de l'intérêt que présente pour la Deuxième Commission le rapport du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, M. George fait observer que le Bureau, qui est après tout représentatif de l'Assemblée, a cru préférable, après une discussion approfondie, de confier l'examen de ce rapport à la Cinquième Commission. Il croit prématuré de demander que le rapport en question soit renvoyé à la Deuxième Commission.

33. La délégation française approuve en principe la note du Président et note avec satisfaction les apaisements que celui-ci a donnés au représentant

du Soudan au sujet de ses consultations officieuses avec certaines délégations.

34. M. AHMED (Pakistan) est favorable à l'ouverture des travaux de la Commission par une discussion générale et estime que les deux semaines prévues à cet effet dans la note du Président constituent un laps de temps approprié. Il approuve également la date fixée pour la clôture des travaux, étant entendu que ceux-ci pourront, si nécessaire, se prolonger de quelques jours.

35. La suggestion formulée au paragraphe 4 de la note du Président lui paraît excellente, d'autant plus qu'on peut espérer qu'après la discussion générale il ne sera pas nécessaire de tenir un débat complet sur chaque point de l'ordre du jour.

36. La distribution préalable des projets de résolution dans toutes les langues ne doit pas être considérée comme un principe rigide. Lorsque la Commission entreprendra l'examen du point 41, elle sera en tout cas saisie du projet de résolution du Comité spécial concernant l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et d'un projet de résolution sur le Colloque international, ce qui donnera le temps aux autres projets d'être distribués dans toutes les langues.

37. En ce qui concerne le rapport du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, M. Ahmed partage l'opinion du représentant de la France, mais pense que ce document pourrait être communiqué à la Commission lorsqu'elle examinera le point 52 de l'ordre du jour; elle pourrait également à cette occasion, si la Cinquième Commission a déjà étudié le rapport des experts, étudier les conclusions de cette commission.

38. M. FORSHELL (Suède) approuve la suggestion du Président tendant à ce que la Commission examine, dès la fin de la discussion générale, le point 41. Il partage l'intérêt exprimé par les délégations du Mexique et de l'Inde à l'égard du point 46 de l'ordre du jour et espère que cette question, dont l'examen a dû être remis lors de la session précédente, pourra être pleinement étudiée cette année.

39. M. SVENNEVIG (Norvège) approuve les suggestions contenues dans la note du Président, tout en trouvant un peu longue la durée fixée pour la discussion générale. Même si celle-ci présente l'avantage de permettre à l'examen de chaque point de l'ordre du jour de se concentrer sur des propositions concrètes, elle ne devrait pas en tout cas s'étendre au-delà du 19 octobre.

40. U THET TUN (Birmanie) fait observer qu'un simple calcul arithmétique permet de se rendre compte qu'après 13 jours de discussion générale, il ne restera plus à chacune des délégations, si elles veulent toutes participer aux débats, que cinq minutes d'intervention pour chaque point de l'ordre du jour. La Commission ne pourra donc guère terminer ses travaux que si elle se conforme strictement aux suggestions du Président, c'est-à-dire si la discussion générale porte sur un grand nombre de points qui ne devront plus ensuite être discutés individuellement.

41. Il approuve la suggestion consistant à commencer les travaux par l'étude du développement industriel, mais, contrairement au représentant du Mexique, il estime que les points prêtant à controverse doivent être examinés le plus tôt possible de manière à permettre aux délégations de consulter leurs gouvernements.

42. M. VARELA (Panama), se référant au paragraphe 2 de la note du Président, exprime le désir que celui-ci présente à la Commission, dès sa prochaine séance, un programme de travail concret pour le premier mois des travaux, afin que la Commission puisse se prononcer en connaissance de cause.

43. La discussion générale présente, bien entendu, une certaine utilité, mais elle n'est guère propice aux décisions concrètes et ne devrait, en aucun cas, s'étendre sur plus de deux semaines.

44. En ce qui concerne la distribution des projets de résolution dans toutes les langues de travail, M. Varela approuve pleinement la suggestion du Président, ayant été souvent gêné, comme il l'a dit à la dernière session du Conseil économique et social, par le retard de la distribution des documents en espagnol.

45. Il approuve également la suggestion tendant à étudier les questions relatives au développement industriel immédiatement après la discussion générale, car, conformément à la résolution 2089 (XX), adoptée à la session précédente, l'Assemblée générale doit se prononcer le plus tôt possible sur le rapport du Comité spécial concernant l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

46. Enfin, en ce qui concerne la clôture des travaux de la Commission, il serait préférable, s'il semble douteux que les travaux puissent être terminés le 13 décembre, de la fixer au 16 décembre.

47. M. NEDIVI (Israël), se référant aux observations formulées par les représentants de la République-Unie de Tanzanie et de la France, tient, sans parler du rapport du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, à exprimer son regret que le chapitre premier du rapport du Conseil économique et social (A/6303), relatif au programme de travail de l'ONU dans les domaines économique et social et à ses incidences budgétaires, ne doive être soumis à la Deuxième Commission que pour observations. Cette question lui paraît d'une importance extrême pour l'avenir des activités de l'ONU dans les domaines économique et social, et il pense que la Commission pourrait peut-être examiner le chapitre premier du rapport du Conseil dans le cadre du point 52 de l'ordre du jour.

48. Quelle que soit la décision prise à cet égard, M. Nedivi croit utile que la Commission soit saisie, peut-être sous forme d'une déclaration faisant autorité de la part du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, de la question de la représentation fonctionnelle du budget relatif aux domaines économique et social; pour pouvoir communiquer à la Cinquième Commission ses observations sur le chapitre premier du rapport du Conseil économique

et social, il faudrait en effet que la Deuxième Commission soit informée de la mesure dans laquelle l'étude en cours des procédures budgétaires prévoit ou non l'établissement d'un chapitre séparé du budget pour les questions économiques et sociales ou toute autre forme de présentation fonctionnelle du budget relatif à ces questions.

49. M. DELGADO (Sénégal) estime que la véritable discussion générale a lieu à l'Assemblée générale. Le représentant du Sénégal aurait pour sa part préféré que les diverses délégations se bornent à formuler des observations d'ordre général, par exemple, à propos du point 37 de l'ordre du jour, et examinent en priorité les questions qui exigent une solution immédiate.

50. M. Delgado appuie la proposition du Président d'aborder, pour commencer, le point 41 de l'ordre du jour. Il pense qu'il conviendrait d'examiner en priorité les questions qui n'ont pas pu être réglées lors de la vingtième session. D'autre part, certains points, comme le point 53 (Année internationale du tourisme), ont trait à des activités bien délimitées dans le temps, et il serait fâcheux de les renvoyer à la vingt-deuxième session.

51. Le représentant du Sénégal fait siennes les observations des représentants de la France et du Mali touchant la traduction des documents dans toutes les langues de travail.

52. M. WILMOT (Ghana) approuve, dans l'ensemble, les propositions formulées dans le document A/C.2/L.861. La fin de la discussion générale pourrait être provisoirement fixée au 17 octobre, la liste des orateurs pouvant être définitivement close le mercredi 5 octobre. Il serait bon, comme l'a proposé le représentant du Chili, d'établir un programme de travail pour toute la session.

53. A cet égard, il serait utile de grouper certains points de l'ordre du jour portant sur des domaines connexes, notamment les points 43, 51 (Examen et réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social) et 52, d'une part, et les points 45 et 94, d'autre part. Le représentant du Ghana rappelle que l'examen de la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles n'a pas pu être mené à bien lors de la vingtième session et estime que ce point ainsi que les autres questions renvoyées à la présente session devraient être abordés aussitôt après la clôture de la discussion générale.

54. En terminant, M. Wilmot se prononce en faveur de l'inscription à l'ordre du jour de la Deuxième Commission de la question du développement progressif du droit commercial international.

55. M. ABE (Japon) estime qu'il serait souhaitable d'esquisser dès maintenant un programme de travail pour la dernière semaine du mois d'octobre.

56. M. Mohamed AL-ATRASH (Syrie) est également en faveur d'un plan de travail provisoire pour tout le mois d'octobre, à moins que le Président ne soit convaincu que l'examen des problèmes relatifs au développement industriel occupera le reste du mois. La discussion générale doit être brève pour permettre à la Commission de se pencher plus longuement sur les diverses questions dont elle est saisie et dont

certaines figuraient déjà à l'ordre du jour de la vingtième session. En effet, des tendances hostiles à la promotion économique des pays en voie de développement se sont manifestées au cours des dernières années, et il importe de les combattre efficacement.

57. M. Al-Atrash estime, avec le représentant du Soudan, que les consultations auxquelles procède le Président gagneraient à être aussi larges que possible.

58. M. OLUMIDE (Nigéria) considère que l'examen du point 39 englobera bien des aspects des autres questions inscrites à l'ordre du jour de la Deuxième Commission et qu'afin d'éviter des répétitions inutiles ce point devrait être abordé plus tôt, de préférence après l'examen du point 41.

59. Mme SOLOMON (Trinité et Tobago) appuie la proposition visant à examiner en premier lieu le point 41; elle estime, en outre, que la Commission devrait examiner en priorité les questions renvoyées de la vingtième à la vingt et unième session. Elle pense qu'il conviendrait d'examiner, dans le cadre du point 52, le rapport du Conseil économique et social et le rapport du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

60. M. PIÑERA (Chili) appuie la proposition du représentant de l'Inde tendant à ce que la question du développement progressif du droit commercial international soit examinée par la Commission et estime, avec le représentant du Ghana, que la liste des orateurs devrait être close le plus rapidement possible.

61. Le PRÉSIDENT constate que la Commission accepte les suggestions formulées dans le document A/C.2/L.861 et, notamment, la date du 19 octobre pour la clôture de la discussion générale, qui sera cette année plus brève que par le passé. Les délégations doivent rester en contact avec le secrétariat de la Commission et l'informer de la date de leurs interventions. Il faudrait en outre qu'elles soumettent au plus tôt au secrétariat les noms des représentants désignés pour siéger à la Commission. La date du 5 octobre pourrait être retenue pour la clôture de la liste des orateurs. Après avoir souligné que le Bureau comptait sur la coopération des membres pour assurer l'examen de toutes les questions inscrites à l'ordre du jour, le Président déclare qu'il s'efforcera de présenter dans les plus brefs délais un plan de travail provisoire.

La séance est levée à 18 h 10.

